

4^e

CONGRÈS

des études sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans

28 juin - 2 juillet 2021



Table-ronde

Changements sociopolitiques post-2011 en Afrique du Nord : Confrontation des modèles et diversité des trajectoires nationales

Dix ans après « les soulèvements arabes de 2011 », le tableau géopolitique de l'Afrique du Nord (du Maroc à l'Égypte) présente des configurations très différentes : changement politique négocié au Maroc, tentative avortée de contenir les troubles sociaux en Algérie, dialogue national et succès des processus électoraux en Tunisie, restauration autoritaire en Égypte et guerre civile en Libye. Ces situations variées sont étroitement liées aux mobilisations d'acteurs s'appuyant sur des ressources inégales et des logiques d'action différenciées. A partir de recherches récentes, cette table-ronde discutera des processus complexes qui contribuent à la diversité des trajectoires suivies par les pays de la région au lendemain des « révoltes arabes ». Les dimensions suivantes seront explorées: (i) la restructuration de l'espace politique après les révoltes arabes, caractérisé par l'émergence, la réactivation ou l'exacerbation de différents types de conflits (idéologiques, sociaux, mémoriels, etc.), ainsi que les nouvelles formes de régulation politique (élections compétitives, recherche de compromis, arrangements et innovations institutionnels, ou recours à la force), (ii) les stratégies des acteurs et les logiques d'action, en particulier la manière dont les différentes catégories d'acteurs (institutions, associations, individus) négocient de nouvelles positions dans l'espace politique, social et économique.

Responsable : Gobe Eric (CNRS/IREMAM)

Gilles Van Hamme (Université libre de Bruxelles)

Sociologie de l'islamisme. L'apport d'analyses contextuelles et comparatives

Le débat sur la sociologie de l'islamisme a été dominé par des oppositions parfois stériles entre les tenants d'un islamisme identitaire (Burgat) et l'hypothèse d'une alliance entre la bourgeoisie pieuse et les classes populaires perdantes de la modernisation (Kepel, Ayoubi). La faiblesse des données empiriques, l'imprécision sur l'objet d'étude (militants, électeurs, activistes ?) expliquent largement les analyses contradictoires. Partant de l'hypothèse que tout mouvement politique important est capable de pénétrer différents segments de la société, mais de façon inégale, cet article propose de montrer que l'électorat islamiste s'appuie sur une base sociogéographique différente selon les contextes nationaux. En particulier, nous montrons que si l'islamisme est à l'origine essentiellement un mouvement lié à certaines fractions de la population urbaine, il a montré une capacité inégale à pénétrer les milieux ruraux ainsi que les différents types de quartiers urbains. Alors qu'au Maroc, le soutien électoral au parti islamiste est resté cantonné aux milieux urbains, ce n'est pas le cas en Égypte. En Tunisie, le parti islamiste semble être aujourd'hui mieux en capacité d'élargir sa base électorale, au-delà des espaces urbains. De telles différences ne peuvent être interprétées qu'en se référant à l'histoire des mouvements islamistes et leurs relations aux pouvoirs en place.

Morgane Jouaret (Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

Analyse des expressions mémorielles dans le hirak algérien

Si en 2011 les manifestations sont restées sectorielles et se sont limitées à la capitale, le mouvement social qui s'est exprimé à travers le pays dès février 2019 a d'abord supplanté la polarisation sociopolitique, les oppositions régionales ou encore idéologiques pour dire « non » à la candidature à un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. Depuis 1962, l'engagement dans la guerre de libération nationale est le principal répertoire de légitimation - socio-politique, économique et symbolique. À l'inverse, évoquer d'autres temps de l'histoire contemporaine, tels que le printemps berbère de 1980, octobre 1988, le printemps noir de 2001 ou encore la guerre civile provoque des crispations, plus encore dans l'espace public. Pourtant, dès les premiers temps du hirak, les références à des figures mémorielles ont été mobilisées, à la fois par le pouvoir politique, militaire et par les acteurs ordinaires engagés dans le hirak - inscrivant la mobilisation en cours dans une temporalité plus large. À partir d'une enquête ethnographique réalisée à Alger et Oran entre 2015 et décembre 2019, cette communication s'intéressera à la manière dont l'histoire contemporaine a été mobilisée par différentes catégories d'acteurs dans le cadre du mouvement social. Il s'agira d'explorer à travers quelles références les différentes catégories d'acteurs se sont positionnées tout au long du hirak, et ce afin de mettre en exergue les divers cadrages qui donnent du sens à leur engagement dans le mouvement social.

Soraya Rahem (Université de Tours, UMR 7324 CITERES)

Enjeux et acteurs du conflit libyen : une approche par les diasporas établies en Tunisie et en Égypte

En nous basant sur l'étude des diasporas libyennes établies en Tunisie et en Égypte, nous proposons d'analyser les dynamiques géopolitiques affectant la société libyenne, de mieux comprendre les enjeux liés au conflit et appréhender la spécificité de la trajectoire de la Libye depuis 2011. Loin de représenter un tout homogène, ces diasporas diffèrent non seulement selon leur participation - ou pas - au régime de Mouammar Kadhafi, mais aussi selon leur engagement dans les différentes étapes du conflit depuis 2011. Les nouvelles migrations ont à chaque fois réactivé les débats, les processus et les modes d'organisations politiques au sein des diasporas et parfois même favorisé l'émergence de nouvelles interprétations idéologiques du conflit. Ceci a abouti à transformer les lignes de tensions, à conditionner les négociations possibles et à créer de nouveaux réseaux d'influences. De plus, cette hétérogénéité permet de cerner les différentes positions politiques et des antagonismes idéologiques qui composent la société libyenne. À travers cette approche, nous tenterons d'éclaircir les enjeux fondamentaux du conflit libyen, à la fois dans sa dimension locale mais aussi dans son aspect régional (stratégies politiques des pays d'accueil, intérêts de certains intervenants étrangers, etc.). Il s'agit donc de mettre en avant la façon dont les diasporas libyennes prennent part à ces dynamiques de régionalisation du conflit en étant sollicitées à la fois pour des raisons de sécurité (internes/externes) mais aussi au nom de luttes régionales.

Aymen Belhadj (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 7533-LADYSS)

La construction des identités collectives chez les jeunes dans la Tunisie post-révolution

Ce papier propose une analyse comparative des processus de structuration identitaire dans les mobilisations juvéniles sans organisation formelle dans la Tunisie post-2011. Il porte plus spécifiquement sur les mobilisations des jeunes chômeurs et celles des jeunes de la classe moyenne. Envisageant les identités collectives des acteurs de ces mobilisations comme un processus en construction permanente, il s'agit d'explorer les manières dont les individus négocient des "cadrages identitaires" à leurs actions. L'objectif est de saisir comment les produits "momentanés" de ces négociations se manifestent dans des "nous" fédérateurs et producteurs d'appartenance. Les questions suivantes sont abordées. En quoi le temps court de la mobilisation permet-il de comprendre les logiques de formation de l'identité collective dans les actions collectives non conventionnelles ? Dans quelle mesure les configurations des réseaux d'initiateurs des mobilisations des jeunes contraignent-elles les trajectoires de structuration identitaire de ces mouvements ? Quelles sont les différences et les similitudes entre les mouvements des jeunes de la classe moyenne et ceux des jeunes chômeurs ? Quelles pistes d'analyse comparative est-il possible

de mettre au jour entre les conceptions de l'identité chez les jeunes contestataires observés et ceux appartenant à des générations précédentes ?

Bochra Kammarti (CNRS, UMR 7533-LADYSS)

La promotion d'institutions sociales et de pratiques économiques à référent islamique dans la Tunisie post-2011 : enjeux, conflits et confrontation des modèles

L'accès au pouvoir des partis islamistes en Tunisie a favorisé l'élaboration de projets de loi cherchant à réactiver des institutions sociales à caractère religieux et le développement de pratiques économiques issues de la sharîa (Zakat, Wakf, finance islamique). Ces projets donnent lieu à des conflits au sein de la classe politique et à de fortes oppositions de la société civile séculière. Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux sous-jacents à l'institutionnalisation de pratiques à référent religieux ? Quels sont les conflits qui émergent et les acteurs qu'ils mobilisent, défenseurs comme adversaires ? Quelles sont les stratégies déployées par les acteurs pour légitimer leurs projets respectifs ? À partir d'une observation des débats autour des projets de loi, notamment parlementaires, des controverses et des mobilisations autour de l'institution de pratiques se référant à la sharîa, cette communication propose d'analyser les dynamiques conflictuelles confrontant différents modèles économiques et sociétaux en Tunisie après 2011. Elle s'attache aussi à identifier les compromis éventuels auxquels donnent lieu les confrontations et les contournements législatifs qui permettent la mise en place ou la réactivation d'institutions sociales et de pratiques économiques se référant à la sharîa. A partir d'une observation des acteurs de cette dynamique et leurs interrelations, il s'agit aussi d'interroger le processus de renouvellement des « élites » économiques et sociales après 2011.

Adrien Doron (Université Paul Valéry - Montpellier 3, UMR (5281) ART-Dev)

De l'informel au développement : nouvelles configurations d'acteurs dans les espaces commerciaux transfrontaliers de la Tunisie

À travers l'analyse de projets de développement des échanges commerciaux aux frontières terrestres de la Tunisie, la communication questionne l'apparition de nouvelles configurations d'acteurs opérant dans les échanges transfrontaliers dans le contexte des bouleversements post-2011. Délaissées dans les politiques de développement au profit des espaces littoraux et urbanisés, les régions frontalières tunisiennes ont développé des échanges informels avec les marchés voisins algériens et libyens, voire au-delà, en articulant opportunités économiques et contournements des barrières douanières. En 2011, le changement de régime a rebattu les cartes et la situation des populations frontalières est apparue plus précaire, sans remise en cause des mécanismes de marginalisation ni alternative de développement local. Cependant, les enquêtes de terrain menées en Tunisie et en Algérie font ressortir de nouvelles configurations d'acteurs cherchant à développer les échanges ou à en capter les bénéfices. D'une part, l'État amorce un changement de paradigme qui prend la forme de projets commerciaux visant à développer les territoires frontaliers par les échanges. D'autre part, les populations des régions frontalières développent un espace transfrontalier de consommation observé de part et d'autre de la portion septentrionale de la frontière tuniso-algérienne. Ces deux tendances font alors apparaître les repositionnements en cours des acteurs institutionnels mais aussi des acteurs des échanges informels.